

Burundi : risques d'embrasement d'un pays au cœur des Grands lacs

Libération, 18 mai 2015 Au Burundi, «un terrain fertile pour passer à un scénario de conflit armé» INTERVIEW - Auteur d'un rapport sur les élections, Thierry Vircoulon souligne les risques d'embrasement d'un pays où plus de personnes n'ont pas tardé à fuir dès les premières violences. Thierry Vircoulon est directeur du programme Afrique centrale d'International Crisis Group. Il est l'auteur d'un rapport publié le 17 avril, intitulé «Les élections au Burundi : preuve de volonté ou preuve de force ? Du Kenya, où il est basé, il revient, pour Libération, sur la politique de ce pays de 10 millions d'habitants, au cœur de la région de l'Afrique des grands lacs.

Vous aviez travaillé sur plusieurs hypothèses avec l'International Crisis Group, dont un putsch, qui a avorté mercredi. Quelles hypothèses faites-vous dorénavant sur la situation actuelle à Bujumbura ? A court terme, les discussions sur le calendrier électoral avec les Nations unies et la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) devraient vite aboutir. Les élections communales et législatives du 26 mai, comme la présidentielle du 26 juin, ne peuvent se tenir dans les délais fixés. Surtout si la communauté internationale souhaite qu'elles soient libres et transparentes. Mame président Pierre Nkurunziza semble avoir compris que ce n'était pas faisable. D'autant que, par ailleurs, plusieurs bailleurs ont annoncé la suppression ou le gel de leur aide. Et beaucoup d'ONG et d'institutions, qui devaient fournir la logistique pour y parvenir ont, depuis les violences, quitté le pays. Cette crise génère un nouvel afflux de réfugiés dans la région. Plus de 100 000 ont fui au Rwanda, en RDC ou en Tanzanie. La vitesse avec laquelle les gens quittent le pays est vaticane des peurs et des tensions face à la tentation du Président de passer en force et d'imposer un troisième mandat, contre l'avis de l'Église catholique, la société civile, une partie de son propre parti et de la majorité des partenaires extérieurs du pays. Les Burundais qui fuient craignent, avant même le putsch raté, que les élections aboutissent à des violences. Dorénavant, ils ont clairement peur de la répression. Et ce n'est malheureusement pas une hypothèse à écarter. La guerre civile burundaise, qui a fait 300 000 morts entre 1993 et 2006, avait mis aux prises la majorité hutue et la minorité tutsie. Cette fois-ci, la lutte politique ne s'est pas élargie au domaine ethnique, mais pourrait-elle l'être ? Le scénario qui inquiète, c'est le pourrissement politique. Avec des élections massivement remportées par le CNDD-FDD, le parti au pouvoir, des gens qui quittent massivement le pays, des membres de l'opposition qui s'exilent. Tout cela engendre un terrain fertile pour passer à un scénario de conflit armé, y compris régional. Certes, à court terme, on peut écarter le risque d'une émeute ethnique. Mais dans six mois, aucune piste n'est à exclure. Le rattachement à la mise aux législatives puis lors de la présidentielle, l'opposition sera totalement marginalisée. Et, face à une scène politique monocolor, peut-être esquiver la tentation forte de passer à autre chose que la lutte par les urnes, qui, à ses yeux, ne fonctionne pas. Face à ce scénario noir, on peut rêver d'un atterrissage en douceur. Avec un accord pour des élections démocratiques et pacifiques sous la médiation d'institutions internationales. Mais ce n'est pas cette tendance qui semble l'emporter. D'autant que Nkurunziza se sent plus que jamais maître du jeu. Il va probablement décaler les élections, mais il ne laissera pas d'espace à l'opposition. Surtout si elle continue de réclamer qu'il soit candidat. Le compromis sera donc difficile, la médiation très délicate. L'homme a survécu à une tentative de putsch, le rend à ses yeux encore plus légitime, et laisse l'opposition sans stratégie, sans réelle alternative. La fracture démocratique semble plus vive que jamais. Comment en est-on arrivé à ça ? Les signes avant-coureurs d'une crise électorale majeure étaient déjà visibles bien avant les premières manifestations et les premiers morts : une commission électorale et un fichier électoral contestés, un usage partisan de l'appareil d'État, le verrouillage de l'espace public, des dissensions ouvertes au sein du parti au pouvoir, l'intimidation des Imbonerakure [la «Ligue» des jeunes, ndr], des actes de violence ciblés contre des membres de l'opposition et l'arrivée de nouveaux réfugiés au Rwanda. Les dirigeants du CNDD-FDD n'ont jamais fait mystère qu'ils voulaient rester au pouvoir très longtemps. On semble découvrir cela comme le fait qu'ils jouent sur l'ambiguïté du premier mandat, entamé en 2005. On reste pourtant sur le même schéma de gouvernance : une présidence voulue comme un job à vie. Nkurunziza n'est qu'un avatar de ce syndrome. Le Burundi n'a pas l'exclusivité de ce syndrome de la présidence à vie. Non, malheureusement. Malgré la vague démocratique en Afrique de l'Ouest dans les années 90, et la multiplication de constitutions post-conflit qui limitent les mandats. Beaucoup de présidents africains ont trouvé la parade : modifier la constitution. C'est le cas au Tchad en 2002 avec Idriss Déby, au Cameroun avec Paul Biya en 2008, en Guinée en 2002 avec Lansana Conté, etc. Cette inflation révisionniste a sapé l'émergence de nouvelles formes de démocraties. Mais pour autant, les pays africains sont à des situations variables de maturité démocratique, ou, disons, de rapports de force démocratiques. Entre le Burkina Faso, où Blaise Compaoré a été contraint de quitter le pouvoir, et le Burundi, par exemple, la situation n'est pas la même. C'est vrai : il n'y a pas eu de vague de printemps africains. Et quand on regarde les prochains pays des élections, ils doivent être organisés, comme l'Ouganda, le Rwanda, ou le Congo-Brazzaville, il est difficile d'y anticiper des évolutions démocratiques à la burkinabé. Par ailleurs, notons aussi qu'il existe des différences structurelles aussi entre des pays d'Afrique de l'Ouest et ceux d'Afrique centrale. Ces derniers ont presque tous connu des guerres civiles, et cela pèse sur la peur d'aller de l'avant, de se projeter dans l'aventure démocratique ; à l'inverse du Burkina qui, lui, n'a pas de guerre, civile ou régionale. Au Burundi, on sent ainsi que les manifestations ont du mal à entraîner la masse de la population, tout simplement parce que les gens vivent avec le spectre d'un retour de la guerre civile dans un pays saigné à blanc et hanté pour longtemps par un traumatisme. Christian LOSSON